

Réforme du collège à la rentrée : danger !

Les mobilisations contre le “choc des savoirs”, dernière réforme du collège voulue par le gouvernement, ont lieu partout en France, certes de façon inégale mais le rejet est massif. Car la constitution de groupes de niveaux en maths et en français dès la 6e va forcément organiser le tri social.

Dans le Lot, les réunions publiques ont reçu une faible participation de la part des parents d'élèves, certains attendent pour voir, la communication du ministère étant très positive et rassurante.

Pourtant c'est bien le moment d'agir dans les conseils d'administration, il faut utiliser tous les moyens légaux pour la neutraliser et les représentants de la FSU dans les conseils d'administration sont actifs dans ce sens.

Le choc des savoirs c'est la priorité donnée au français et aux mathématiques sans moyens supplémentaires suffisants et aux dépens des autres matières jugées non fondamentales. Il va sans dire aussi, dans le contexte actuel vu les problèmes de recrutement, sans doute sans personnel qualifié à mettre devant les élèves.

C'est la constitution de groupes de niveaux qui vont aller à l'encontre des conclusions de toute la recherche en

matière de pédagogie : personne ne gagnera à ce jeu de dupes.

Le choc des savoirs c'est la pédagogie en capsules interchangeables avec des manuels certifiés donc l'uniformisation pédagogique qui permet aux enseignants d'être interchangeables et remplacés au besoin, par des AED si nécessaire.



C'est la nécessité pour aller en lycée général, technologique ou professionnel d'avoir son brevet des collèges et sinon la mise sur une voie de garage à petit horaire : la prépa lycée qui porte mal son nom parce qu'on y attend plus que l'on y prépare, car il faudrait savoir à quoi.

C'est la tentative de généralisation du SNU mais sans la capacité à le faire ni l'adhésion des lycéens. Ces derniers ne trouvant pas de stages de seconde (25 % y sont arrivés cette année) s'y verraient contraints.

Bref une réforme de plus sans concertation qui fragilise encore une fois un système à bout de souffle.

A quand le répit ? La profession n'en peut plus de cette entreprise de sabotage : c' est le choc de trop!

Futur retraité-e ? Tu peux toujours te syndiquer !

L'adhésion à votre syndicat référent dans la FSU (SNUipp, SNES, SNEP...) entraîne ipso facto l'appartenance à la FSU et à sa composante la Section Fédérale des Retraités qui regroupe tous les retraités de la Fédération.

Ainsi, vous continuerez d'être informés, de soutenir et de participer aux actions collectives nécessaires pour défendre nos pensions, la Sécurité Sociale et les valeurs de Service Public solidaire que porte la FSU.

Vous avez besoin de la FSU et la FSU a besoin de vous.

Nous comptons sur vous !



N° 116 :

Avril—Mai—Juin 2024

EDITO : Faire front

Faire front c'est résister et la FSU depuis quelques années est particulièrement mobilisée, dénonçant le gâchis social d'une France toujours plus libérale qui détruit consciencieusement les différents services publics, l'école, la santé, la culture, les services de proximité, laissant de côté de plus en plus de monde et surtout en détruisant ce qui fait la nation : le lien social.

En négligeant la cause écologique nos dirigeants compromettent aussi l'avenir des générations futures ajoutant de l'angoisse à l'angoisse d'un avenir toujours plus sombre pour une jeunesse qui cherche ses repères mais qui est aussi très influencée par les réseaux sociaux. En s'en prenant aux plus fragiles, aux jeunes aux retraités aux étrangers, aux chômeurs elle fabrique de la rancœur et du replis sur soi.

Les élections européennes ont été le signal suffisamment fort pour être entendu cette fois d'une souffrance mais aussi d'une perte de valeur. L'Europe elle aussi a depuis longtemps aussi négligé le volet social voulu par ses fondateurs au profit d'une logique capitaliste la rendant impopulaire pour beaucoup de délaissés, de maltraités du système.

Il est temps de réagir or M. Macron ne trouve rien de mieux que de jouer avec le feu et de laisser une chance supplémentaire de gouverner à l'extrême droite, incompétence politique ou tentation fascisante peu importe : la France des libertés et de la fraternité est maltraitée et depuis la dissolution en danger et si l'on ne veut pas se retrouver un matin brun de juillet dans la France F haine mobilisons nous !

L'heure est grave: il faut plus que jamais défendre nos libertés, l'éducation, la culture la fraternité et toutes les valeurs qui risquent d'être emportées dans la violence, si nous n'avons pas été assez nombreux jusque là pour nous faire entendre, cette dernière chance il ne faudra pas la laisser passer: unissons nos forces contre l'extrême droite et soutenons le Nouveau Front Populaire avec la FSU et les candidatures qui le portent.

Fédération Syndicale Unitaire pour l'Éducation, la Recherche, la Culture—Bulletin de la section départementale de la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565221279 Mail fsu46@fsu.fr Directeur de la publication : Céline Sompayrac Imprimé par nos soins Prix = 1 euro. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique des syndicats nationaux de la FSU 46. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez y avoir accès, ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565221279 Mail fsu46@fsu.fr N° ISSN 1268-0613 ; CPPAP : 1225S07627

20 juin
2024

LHOSPITALET PPDC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



TOUS AUX URNES POUR CONTRER L'EXTRÊME DROITE ANTISOCIALE !

Page 1 : Edito

Page 2 : Tour de France des écoles Enseignement Agricole

Page 3 : AESH entrevue Stage FSU : Ruralité et services publics

Page 4 : Réforme des collèges : Danger Futur retraités

Tour de France des écoles : une réussite !

La journée a été ensoleillée (ouf !) et pleinement réussie : y ont participé des enseignants du premier et second degré ainsi que de l'enseignement agricole et aussi des citoyens parents ou grand-parents d'élèves.

Un peloton d'une vingtaine de cyclistes a parcouru le trajet Parnac - Le Montat avec un rassemblement pour un pique nique revendicatif sur le pont Valentré lors de la pause entre midi et deux.

Nous tenons à remercier les sections de la **FSU SNUipp du Cantal et de l'Aveyron** ainsi que le collectif citoyen de sauvegarde des écoles de village du Lot **CCSEV** qui s'est joint à nous pour l'occasion.

Nous saluons également les 2 collègues de la **section du Nord de la FSU SNUipp** qui nous ont accompagné toute la journée et qui ont fait toutes les étapes de la semaine !

La journée s'est terminée devant la mairie de Le Montat avec



un débat entre les participants afin de dégager les propositions pour l'école rurale (thème de l'étape du jour) à faire figurer dans le **livre des propositions** que la FSU SNUipp fera remonter au ministère.

Ce livre sera remis au ministère après l'arrivée du TOUR ce mercredi 29 mai à Paris.

Merci à tou-te-s ceux qui ont fait que cette étape lotoise ait pu voir le jour et soit une réussite !

La journée s'est terminée dans une ambiance conviviale avec une dégustation des vins du lycée des territoires de Le Montat et un repas convivial avec bon nombre d'adhérents FSU : de l'avis de tou-te-s il était très sympa de se retrouver pour un moment festif en dehors des manifs et rassemblements.



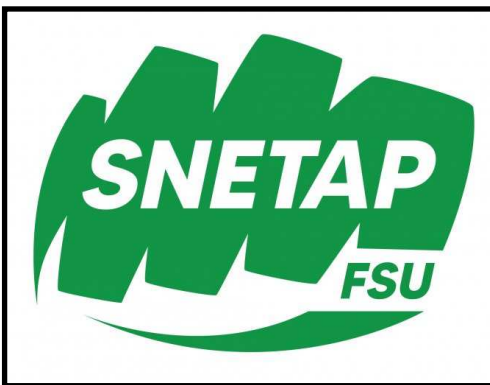
Enseignement Agricole Public : une spécificité mal accompagnée par la région

Depuis plusieurs années, les agents du lycée agricole de Cahors Le Montat exprimaient régulièrement au conseil d'administration leur inquiétude quant à la situation financière de l'établissement.

Depuis quelques mois, il a été officialisé que l'établissement de Le Montat est en difficulté financière avérée comme 11 autres établissements d'enseignement agricole public de la région (soit 54 % des établissements).

La spécificité des établissements d'enseignement agricole est la présence d'exploitations agricoles, or, il s'agit d'un secteur professionnel en réelle difficulté. Au lycée agricole de Le Montat, l'exploitation qui est orientée vers la viticulture a connu 3 saisons consécutives d'aléas climatiques (sécheresse en 2022 / mildiou en 2023 et gelée au printemps 2024). Nous dénonçons la présence des exploitations dans nos

établissements scolaires sans dotations complémentaires. Le manque d'accompagnement financier de la région met en difficulté la pérennité de la santé financière de l'établissement.



Une fois de plus il apparaît que les collectivités territoriales ne soutiennent pas les établissements agricoles comme elles soutiennent les collèges et lycées de l'éducation nationale. Un exemple parmi d'autres : la non prise en charge du transport pour les cycles piscines des 3^e de l'enseignement agricole.

Face à ce manque d'accompagnement financier de la région sur les exploitations de nos établissements, nous observons déjà localement des pistes de réflexions quant aux économies possibles qui pourraient remettre en question la gratuité de l'enseignement public.

AESH : entrevue avec l'administration

Suite à la demande de la FSU-SNUipp 46, nous avons été reçus par la secrétaire générale et le DRH. A la sortie de cet entretien, plusieurs points peuvent être soulevés :

Un nombre d'AESH toujours insuffisants :

Le Lot compte environ 400 AESH. Sur environ 22000 élèves, 1227 ont une notification pour un accompagnement humain. En mars 2024, environ 50 élèves n'avaient pas d'accompagnement, 5 équivalents temps plein ont été débloqués.

Le manque d'AESH, même s'il est moins présent qu'auparavant, reste encore d'actualité. Le nombre d'élèves par accompagnant est encore trop important : certains AESH accompagnent 7 élèves alors qu'on nous affirme qu'ils n'en suivent au maximum que 6 au collège, ce qui est déjà trop. De plus, des élèves notifiés restent sans accompagnement. La FSU-SNUipp a indiqué qu'il est maintenant nécessaire de constituer une équipe d'AESH remplaçants afin de permettre la continuité de l'accompagnement en cas d'absence de droit (maladie, longue maladie, stages syndicaux...)

La création d'un corps de la fonction publique : une nécessité

L'important corps d'AESH dans le Lot pose des difficultés de gestion à l'administration. En effet, les délais de rectification d'erreurs (changement d'échelon, SFT...) sont très longs et mettent souvent les agents à mal. De plus, ceux-ci se sentent méprisés face à l'absence de réponse de leur interlocuteur et sont dans l'incertitude que leur message a bien été reçu. Face à ces défaillances, l'administration indique un manque de moyen humain. Il devient donc plus que jamais nécessaire de créer un corps de la fonction publique accompagné des moyens nécessaires pour qu'enfin la gestion administrative des accompagnants soit plus efficace et ne conduise plus à

des situations financièrement intenable.

De même, on nous indique que c'est uniquement les besoins du terrain qui guident la politique de recrutement ou d'affectation. Les AESH méritent plus de transparence concernant leur évolution de carrière avec notamment une prise en compte de l'ancienneté et des situations personnelles dans le choix des affectations ou de l'augmentation des quotités horaires.

Quand l'union fait la force !

- Notre entretien a révélé que l'administration méconnaît complètement certaines problématiques des accompagnants (par exemple : l'absence de subrogation et ses conséquences, le fait qu'un AESH qui ne signe pas de CDI soit considéré comme démissionnaire...) Cela montre que l'intervention des syndicats est nécessaire afin que l'administration prenne connaissance de difficultés qu'elle ignore. Suite à l'intervention de la FSU-SNUipp en instance académique, le recteur a annoncé que la subrogation sera mise en place en janvier 2025. Les AESH n'auront donc plus à gérer leur trop-perçus liés aux congés maladie.

De même, le récent recul sur la fusion des statuts d'AED et d'AESH montrent que la mobilisation porte ses fruits !

Nos revendications toujours d'actualité :

Outre la création d'un corps de catégorie B de la fonction publique, la FSU-SNUipp revendique un temps complet à 24h devant élèves + 3h par semaine, un salaire calculé sur un indice 392 minimum (au lieu de 371 actuellement), l'abandon des PIALs (et des Pôles d'Appui à la Scolarité, qui sont dans les tuyaux et qui ne semblent pas mieux...).

La FSU-SNUipp46 continuera donc à sillonner le territoire pour venir à votre rencontre, écouter vos témoignages et compte sur vos remontées de terrain pour porter vos revendications.

Stage FSU : « Ruralité / égalité : des services publics pour tous !

Un beau succès pour ce stage du 25 avril animé par Marc HENNETIER, membre du secteur Services Publics, Alternatives, Ecologie de la FSU !

sant une alternative, est un rempart contre l'extrême droite !

Etaient réunis des syndiqués FSU de l'Education nationale (SNES et SNUipp), de l'enseignement agricole (SNETAP) et de la fonction publique territoriale (SNUTER).

Ambiance conviviale, grâce notamment à l'accueil très sympathique du Lycée agricole du Montat et la pause dégustation des vins de ses vignes. Mais ambiance studieuse au vu de l'importance du thème traité. Il était évidemment d'actualité en avril, 2 semaines après le lancement de la « concertation » sur le projet dangereux de réforme de la fonction publique par Stanislas Guerini. Il l'est encore plus aujourd'hui !

Le syndicalisme, en organisant la résistance contre des politiques dévastatrices et en propo-



Ce stage FSU a clairement rappelé que la France est un pays riche qui peut répondre aux besoins de tous si l'on fait d'autres choix politiques, le choix de justice sociale, de partage des richesses, de démocratie et de solidarité.

